

LA REVUE FINANCIÈRE
Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de janvier 2020

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2020)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout
ou en partie doit être adressée au Ministère des Finances Canada.

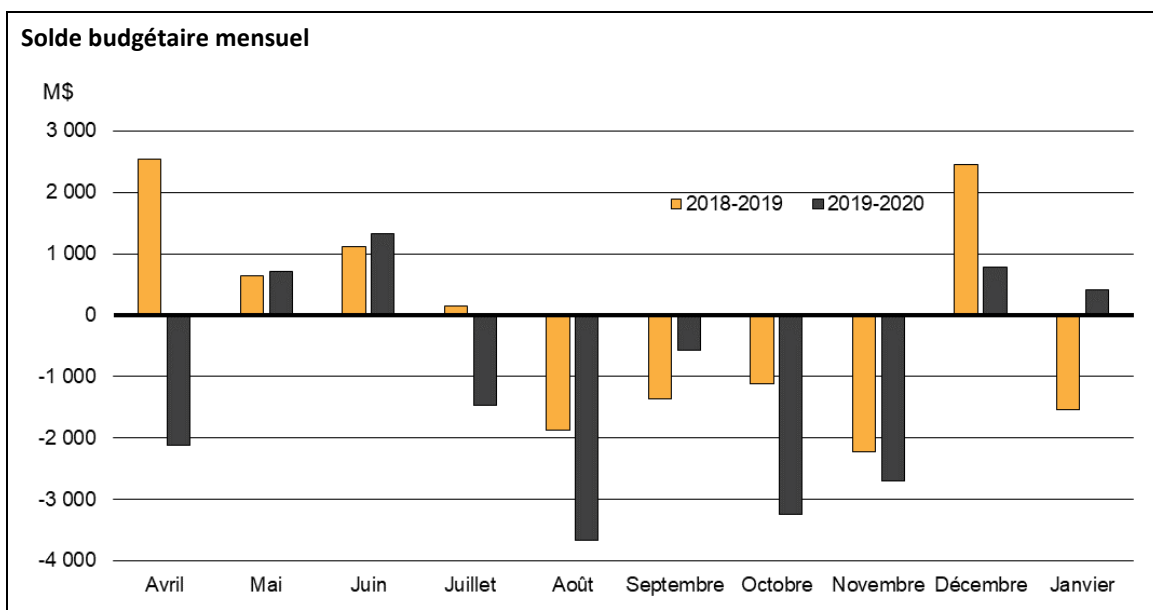
This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

Faits saillants

Janvier 2020

Le mois de janvier 2020 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 1,5 milliard en janvier 2019. Les revenus ont augmenté de 1,2 milliard (4,2 %), en raison surtout d'une hausse des rentrées fiscales. Les charges de programmes ont diminué de 0,8 milliard (2,9 %), principalement sous l'effet de la baisse des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard (6,4 %), en partie en raison de rajustements mensuels plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation (IPC).



Avril 2019 à janvier 2020

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2019-2020, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 10,6 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard pour la même période de 2018-2019. Les revenus ont augmenté de 7,9 milliards (2,9 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Les charges de programmes ont augmenté de 16,6 milliards (6,6 %), témoignant de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard (3,2 %), en raison principalement de rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

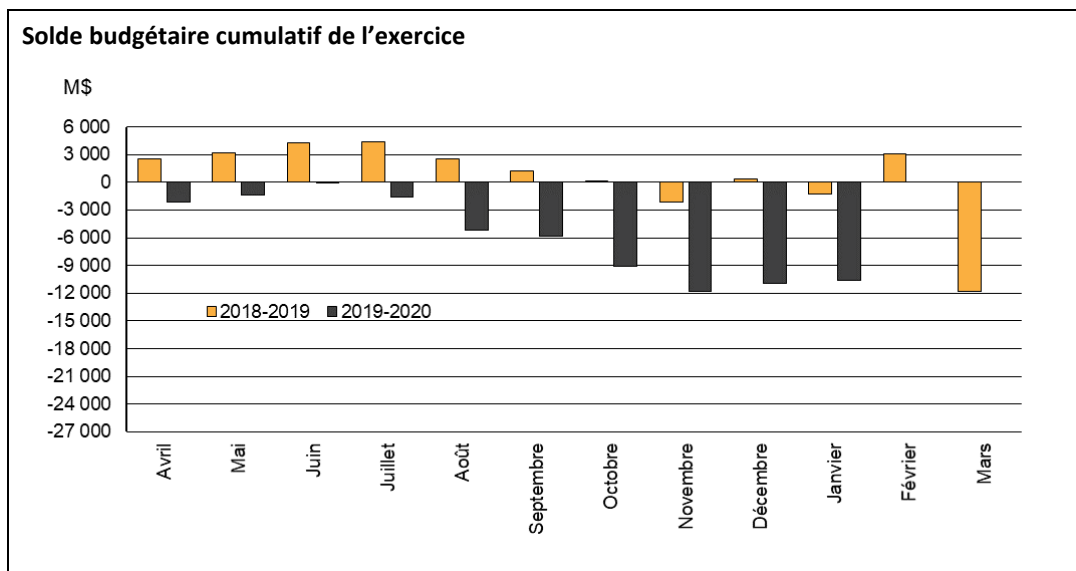


Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Opérations budgétaires				
Revenus	29 096	30 326	268 419	276 311
Charges				
Charges de programmes	-28 945	-28 116	-250 054	-266 667
Frais de la dette publique	-1 687	-1 795	-19 577	-20 199
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 536	415	-1 212	-10 555
Opérations non budgétaires	3 045	1 654	-11 373	-5 905
Ressources ou besoins financiers	-1 509	-1 239	-12 585	-16 460
Variation nette dans les activités de financement	4 413	6 055	21 071	17 638
Variation nette dans l'encaisse	5 922	4 816	8 486	1 178
Encaisse à la fin de la période			46 162	41 181

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

En janvier 2020, les revenus se sont chiffrés à 30,3 milliards de dollars, soit une hausse de 1,2 milliard (4,2 %) comparativement à janvier 2019.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (3,7 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont totalisé 0,3 milliard de dollars.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,4 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 41 millions de dollars (1,6 %).

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2019-2020, les revenus ont totalisé 276,3 milliards de dollars, soit une hausse de 7,9 milliards (2,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (2,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. La hausse des revenus fiscaux pour la période d'avril à janvier comprend un montant de 30 millions au titre de la partie fédérale des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont totalisé 1,3 milliard de dollars au cours de la période.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,1 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (5,4 %).

Tableau 2

Revenus

	Janvier			Avril à janvier		
	2019	2020	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	13 398	14 288	6,6	130 205	136 950	5,2
Sociétés	3 803	4 049	6,5	39 718	39 334	-1,0
Non-résidents	1 611	1 397	-13,3	8 242	8 496	3,1
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	18 812	19 734	4,9	178 165	184 780	3,7
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 460	3 655	5,6	34 364	34 186	-0,5
Taxes sur l'énergie	579	472	-18,5	4 872	4 835	-0,8
Droits de douane à l'importation	515	408	-20,8	5 824	4 304	-26,1
Autres taxes et droits d'accise	541	514	-5,0	5 318	5 289	-0,5
Total des taxes et droits d'accise	5 095	5 049	-0,9	50 378	48 614	-3,5
Total des revenus fiscaux	23 907	24 783	3,7	228 543	233 394	2,1
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0	250	s.o.	0	1 273	s.o.
Cotisations d'assurance-emploi	2 580	2 643	2,4	16 604	17 120	3,1
Autres revenus	2 609	2 650	1,6	23 272	24 524	5,4
Total des revenus	29 096	30 326	4,2	268 419	276 311	2,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

En janvier 2020, les charges de programmes ont totalisé 28,1 milliards de dollars, soit une baisse de 0,8 milliard (2,9 %) comparativement au mois de janvier 2019.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,4 %). Cela s'explique principalement par la baisse de 0,5 milliard (22,1 %) des prestations d'assurance-emploi sous l'effet des variations du calendrier des paiements versés aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le développement du marché du travail, lesquelles financent la formation axée sur les compétences et l'aide à l'emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,4 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations pour enfants ont augmenté de 42 millions (2,1 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 7 millions de dollars (0,1 %), du fait que les augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), des transferts de péréquation et des transferts aux territoires et la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale ont été compensées par une baisse des transferts du Fonds de la taxe sur l'essence en raison de la variation du calendrier annuel des versements et de l'augmentation des recouvrements en vertu de l'abattement d'impôt du Québec.

- Les charges de programmes directes ont diminué de 0,6 milliard de dollars (4,4 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 4 millions de dollars en paiements effectués dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 40 millions de dollars (0,7 %).
 - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont diminué de 0,6 milliard de dollars (4,4 %), principalement sous l'effet de la baisse des dépenses au titre des réclamations.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,4 %), ce qui s'explique en partie par des rajustements mensuels plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC.

Pour la période d'avril à janvier de 2019-2020, les charges de programmes se sont élevées à 266,7 milliards de dollars, soit une hausse de 16,6 milliards (6,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 2,9 milliards de dollars (3,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,3 milliards (5,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,3 milliard (2,0 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 0,3 milliard (1,6 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (8,0 %), principalement en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, de même que du versement de transferts de 1,9 milliard en vertu de la nouvelle entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia, entente conclue le 1er avril 2019 par le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 8,8 milliards de dollars (8,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a totalisé 1,3 milliard de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (5,4 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée dans un certain nombre de ministères.
 - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 5,7 milliards de dollars (7,6 %), principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (3,2 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3

Charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2019	2020	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 527	4 772	5,4	44 329	46 586	5,1
Prestations d'assurance-emploi	2 241	1 745	-22,1	15 586	15 890	2,0
Prestations pour enfants	1 961	2 003	2,1	19 913	20 225	1,6
Total des principaux transferts aux particuliers	8 729	8 520	-2,4	79 828	82 701	3,6
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 215	3 364	4,6	32 153	33 644	4,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 180	1 215	3,0	11 801	12 155	3,0
Péréquation	1 580	1 653	4,6	15 799	16 531	4,6
Formule de financement des territoires	257	268	4,3	3 271	3 411	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	252	41	-83,7	1 894	2 134	12,7
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	0	64	s.o.	490	1 079	120,2
Autres arrangements fiscaux ¹	-335	-463	38,2	-4 190	-2 840	-32,2
Total des principaux transferts aux autres administrations	6 149	6 142	-0,1	61 218	66 114	8,0
Charges de programmes directes						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	0	4	s.o.	0	1 285	s.o.
Autres paiements de transfert	5 428	5 388	-0,7	34 497	36 367	5,4
Autres charges de programmes directes	8 639	8 062	-6,7	74 511	80 200	7,6
Total des charges de programmes directes	14 067	13 454	-4,4	109 008	117 852	8,1
Total des charges de programmes	28 945	28 116	-2,9	250 054	266 667	6,6
Frais de la dette publique	1 687	1 795	6,4	19 577	20 199	3,2
Total des charges	30 632	29 911	-2,4	269 631	286 866	6,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et les autres éléments.

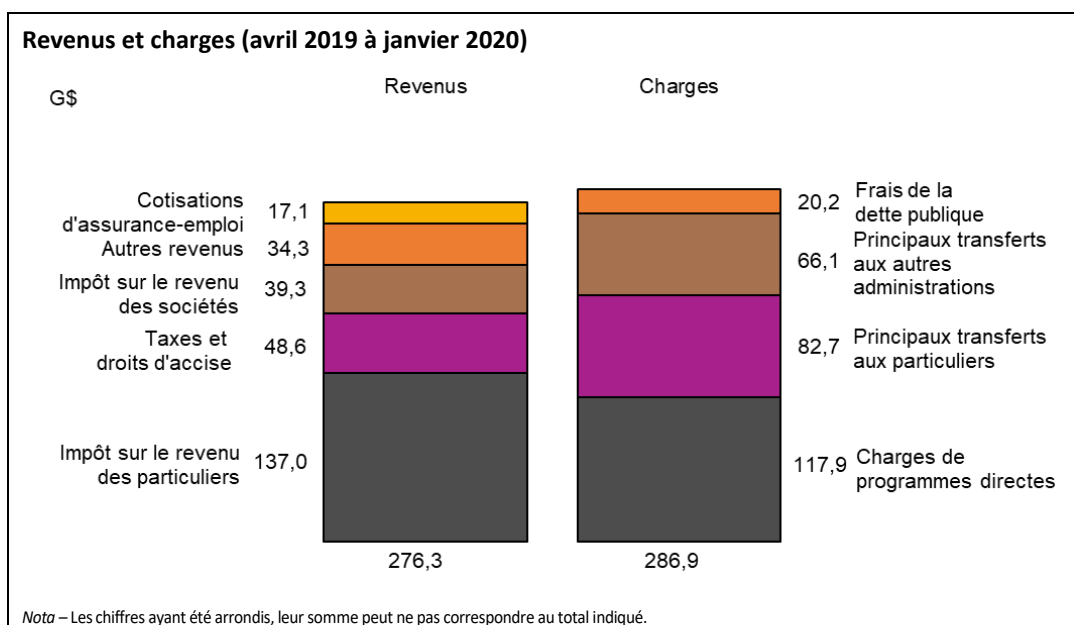
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2019	2020	Variation	2018-2019	2019-2020	Variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Paiements de transfert	20 306	20 054	-1,2	175 543	186 467	6,2
Autres charges						
Personnel	4 650	5 097	9,6	45 548	50 792	11,5
Transports et communications	197	209	6,1	2 202	2 177	-1,1
Information	47	29	-38,3	227	248	9,3
Services professionnels et spéciaux	1 034	971	-6,1	8 588	8 912	3,8
Location	300	298	-0,7	2 530	2 640	4,3
Réparation et entretien	288	247	-14,2	2 481	2 501	0,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	193	206	6,7	2 010	2 075	3,2
Autres subventions et charges	1 540	568	-63,1	6 770	6 466	-4,5
Amortissement des immobilisations corporelles	378	427	13,0	4 045	4 270	5,6
Perte nette sur cession de biens	12	10	-16,7	110	119	8,2
Total des autres charges	8 639	8 062	-6,7	74 511	80 200	7,6
Total des charges de programmes	28 945	28 116	-2,9	250 054	266 667	6,6
Frais de la dette publique	1 687	1 795	6,4	19 577	20 199	3,2
Total des charges	30 632	29 911	-2,4	269 631	286 866	6,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.



Besoins financiers de 16,5 milliards de dollars d'avril 2019 à janvier 2020

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 10,6 milliards de dollars et des besoins de 5,9 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2019 à janvier 2020 s'est soldée par des besoins financiers de 16,5 milliards, comparativement à des besoins financiers de 12,6 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2019	2020	2018-2019	2019-2020
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 536	415	-1 212	-10 555
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	5 462	1 471	2 464	-1 666
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	458	762	6 399	8 923
Comptes d'opérations de change	-1 013	-2 351	-7 449	-1 136
Prêts, placements et avances	-1 500	-1 205	-10 946	-10 210
Actifs non financiers	-362	-331	-1 841	-1 816
Total des opérations non budgétaires	3 045	-1 654	-11 373	-5 905
Ressources ou besoins financiers	1 509	-1 239	-12 585	-16 460

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 17,6 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 16,5 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 1,2 milliard en augmentant la dette non échue de 17,6 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de janvier 2020, les soldes de trésorerie s'élevaient à 41,2 milliards de dollars, soit 5,0 milliards de moins qu'à la fin du mois de janvier 2019.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2019	2020	2018- 2019	2019- 2020
Ressources ou besoins financiers	1 509	-1 239	-12 585	-16 460
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 006	3 740	3 120	29 729
Bons du Trésor	-1 100	0	18 100	-9 500
Titres au détail	-34	-19	-1 281	-706
Total des emprunts en dollars canadiens	3 872	3 721	19 939	19 523
Emprunts en devises	3 522	1 032	4 003	-88
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	7 394	4 753	23 942	19 435
Réévaluation de swaps de devises	-2 999	1 387	-1 195	-1 245
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	32	-74	-1 325	328
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-14	-11	-351	-880
Variation nette dans les activités de financement	4 413	6 055	21 071	17 638
Variation de la trésorerie	5 922	4 816	8 486	1 178
Trésorerie à la fin de l'exercice			46 162	41 181

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de certains gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 9,8 milliards de dollars d'avril 2019 à janvier 2020, en raison du déficit budgétaire de 10,6 milliards enregistré pendant cette période, compensé en partie par des gains de 0,8 milliard au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2019	31 janvier 2020	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	159 707	157 929	-1 778
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	569 526	599 255	29 729
Bons du Trésor	134 300	124 800	-9 500
Titres au détail	1 237	531	706
Total partiel	705 063	724 586	19 523
Payable en devises	16 011	15 923	-88
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 274	6 029	-1 245
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 163	2 491	328
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	6 404	5 524	-880
Total de la dette non échue	736 915	754 553	17 638
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 782	167 145	-1 637
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	113 862	124 438	10 576
Autres passifs	5 905	5 889	-16
Total des régimes de retraite et autres passifs	288 549	297 472	8 923
Total de la dette portant intérêt	1 025 464	1 052 025	26 561
Total des passifs	1 185 171	1 209 954	24 783
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	177 041	178 107	1 066
Comptes d'opérations de change	99 688	100 824	1 136
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	133 912	144 890	10 978
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 406	2 406	0
Total des actifs financiers	413 047	426 227	13 180
Dette nette	772 124	783 727	11 603
Actifs non financiers	86 674	88 490	1 816
Dette fédérale (déficit accumulé)	685 450	695 237	9 787

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 31 janvier 2020 inclut des gains de 0,8 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2019 à janvier 2020.

Nota

1. La revue financière est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier La revue financière en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans La revue financière sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. La revue financière est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans La revue financière n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de La revue financière.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans La revue financière ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans La revue financière mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Mars 2020